

LOI TRANSITOIRE

ART. 1^{er}.
Les pères de famille payeront pour chaque enfant qui suit les écoles une somme de 0 fr. 50 c. par mois, à titre de retribution scolaire.

Ans. 2

Cette rétribution sera remise au juge du district, qui la versera dans la caisse des ecus, laquelle caisse en tiendra une comptabilité à part.

Aug. 3

Les instituteurs non salariés recevront de cette caisse une solde annuelle, qui variera de 120 fr. à 200 fr. par an, selon l'étendue de leurs obligations, et cette solde sera payée par trimestre. Le bureau indigène dressera la liste des instituteurs qui doivent être retraités et fixera le chiffre de cette contribution.

ANT 1.

Chaque année, les comptes de la caisse des écoles seront soumis à l'examen d'un comité de l'assemblée nationale, de la même façon que le sont les comptes des communes indigènes.

ART. 5.
L'assemblée elle-même décidera de l'emploi qui devra être fait des excédents de recette, soit pour distributions des récompenses, soit pour augmenter le matériel des écoles.

Ans. B.

Les parents qui se refuseraient à payer ladite rétribution d'écoles seraient jugés et condamnés conformément à la loi XVIII art. 4.

Papirén, in 4^{te} août 1853.

Le Cassemerie Inséniel.

12. **COMMENTS:** ☐ **FACE**

_____ PAGE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE TAHITI.
Séance du 5 juillet 1853.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi ren-
voyé par l'assemblée à l'examen du 1^{er} bureau.

WINGS OF MOTIF

L'instruction publique est une des branches de l'administration qui doit éveiller au plus haut point la sollicitude de l'Assemblée. Il s'agit là du sort de la nouvelle génération qui s'élève. Comme citoyens, comme pères de famille, tous les représentants sont fortement intéressés à donner une bonne direction à l'instruction des enfants.

Ma foi pour fonder une bonne loi organique qui tienne les rapports des pères de famille, des instituteurs et des enfants, il faut que l'expérience ait appris quels sont les besoins les plus urgents de l'élève. Cette expérience n'est pas aujourd'hui assez complète pour qu'on établisse les bases fondamentales de cette partie active de la vie du pays. Les écoles sont en bonne voie ; il faut les maintenir dans cette direction ; il faut donc assurer les moyens de soutenir d'abord ce qui existe et de préparer les progrès de l'avenir. Et bien ! que l'assemblée jette les yeux sur les hommes qui ne trouvent chances de l'instruction des enfants. Ce homme se divise en deux catégories :

1. Les missionnaires ou fonctionnaires rétribués par le Gouvernement, lesquels, assurés de l'existence par la solde fixe qu'ils touchent, consacrent généralement leur temps et leurs talents à élever la jeunesse dans les voies de l'étude et de la morale;

2° Les simples instituteurs non retrinqués qui se consacrent avec une abnégation admirable au progrès de la civilisation dans les pays

Pour les premiers, il y a une part de la demeure, les moyens de vivre leur sont assurés, la reconnaissance publique suffit à soutenir leur âme pendant quelque temps. Ils peuvent attendre le moment convenable où une loi organique les récompensera de leurs services de leur rôle.

[illegible]

proportionnellement à l'étendue de leurs obligations. Chaque année l'assemblée nationale contrôlera les comptes de gestion; et, s'il en résulte quelque excédent, l'assemblée décidera du meilleur emploi à en faire.

Par ce moyen l'instruction publique est réellement assurée, on n'a plus à craindre de voir à chaque instant une école se fermer faute d'un maître; l'examen des instituteurs est plus sérieux et honorable; les parents n'ont plus à craindre de voir leurs enfants se livrer au vagabondage; la somme demandée pour ce résultat est tellement faible qu'aucune famille a en ressortira de gain; d'ailleurs cette disposition n'est que transitoire; c'est en effet qui permettrait, sans grands frais, de préparer pour l'année prochaine une loi générale sur des bases larges, avec pleine connaissance de cause. Et l'instruction des enfants reste sous la surveillance de leurs gardiens naturels, les représentants de la nation.

Voici le projet de loi qui paraît le mieux répondre à la situation actuelle du pays.

(Voir la loi ci-dessus).

La parole est à Ote, rapporteur du comité d'examen des projets de loi.

Or, Messieurs, un projet de loi tendant à améliorer le sort de vos instituteurs, dont personne jusqu'à ce jour ne s'était préoccupé, vous a été exposé par le Gouvernement avec une clarté telle que le 1^{er} bureau, convaincu de son utilité, vous engage de tout son pouvoir à la prendre en considération.

Plus, j'applaudis à la pensée bienfaisante qui a dûte cette loi, mais je combats le mode d'application qu'on nous propose, parce que c'est au Gouvernement, notre riche père, à se charger de l'éducation de nos enfants qui sont aussi les siens. Il n'a pour cela qu'à créer un corps d'instituteurs à sa solde.

OTR. Les enfants pour lesquels toute une classe intelligente et les jeunes gens se devouent, consacrent son savoir et son temps, ne sont-ils pas les nôtres ? N'est-il pas juste que nous récompensions nous-mêmes les services qu'ils rendent à ce que nous avons de plus cher, à nos enfants ? A ceux qui, trouvant cette tâche trop rude pour eux-mêmes, proposent d'en charger le Gouvernement, je demanderais : Qu'a-t-on fait pour avoir imploré une pareille faveur ?

Plus. Les missionnaires reconnus par le Gouvernement ayant jusqu'à ce jour cumulé les fonctions d'instituteurs, je ne vois pas pourquoi ceux d'entre ces missionnaires qui jugent à propos de se faire secondar ne céderaient pas à leurs sous-maitres une partie de la solde qui leur est allouée.

PÈRE. Pour un père chargé d'une nombreuse famille, la rétribution demandée, quelque minime qu'elle soit, ne laissera pas qu'être un impôt très lourd à payer; en conséquence, j

MARR. Lorsqu'il s'agit de planter les premiers jalons de la route qui doit conduire les jeunes générations à la lumière, vous hésitez; bien plus, vous osez même discuter une mesquine rétribution; vous qui chaque jour dépensez follement des sommes

considérables à satisfaire vos mondes caprices. Craigner qu'on en eût été indigne, quittant les marais et les sombres forêts où se plaisaient leurs âmes, ne viennent taudire les ingrats pour lesquels ils auraient tout sacrifié. Vous avez donc oublié qu'un temps du paganisme, nos pères, lorsqu'ils ne trouvaient plus assez de fermes sur la tombe de leurs enfants, se frappaient la tête contre les rochers et promenaient leurs visages meurtris et ensanglantés en signe de deuil.

En croyant marcher dans la voie du progrès aurons-nous régressé? C'est ce que le vote que vous allez émettre prouvera.

Mme G. Discutons ce projet de loi, discutons-le bien, parce que du moment où il aura obtenu votre sanction il aura force de loi et vos récriminations seront vaines. Ne vous laissez pas surprendre par pompeux discours, écoutez toutes les opinions, même les moins bien, et que chacun de vous vienne à cette tribune développer ses idées devant la chambre qui jugera alors avec connaissance de cause. Mon avis est que la rétribution est trop forte et qu'on devrait la réduire à 5 fr. 30 c. par trimestre, payée par la famille, c'est-à-dire le nombre des enfants.

Tout. Je suis persuadé que le Gouvernement serait fort aisé de la proposition de Mairoo s'il voulait bien se charger de procurer des instituteurs à ce prix. Le représentant Mairoo est envoyé au sein de l'Assemblée par un petit district qui a dom Vairoo, lequel ne compte guère plus de dix chefs de famille. Or on suppose que chacun d'eux paye 0 fr. 50 c. par trois mois la rétribution dont jouira l'instituteur sera de 20 francs par an. Si Mairoo accepte ce traitement je lui accorde de bon cœur la place d'initiative d'instituteur.

PAPA. Il vous convient donc de ne donner que 0 fr. 50 c. par famille; vous conviendrait-il aussi de travailler un jour entier pour la même somme? Parlez! car immédiatement, j'emploierai vos bras à transformer mes terres incultes en champs verdoyants.

PAPAIAN. La loi concernant les missionnaires, qui a été votée par l'assemblée de 1851, dit positivement qu'il ne peut y avoir qu'un seul missionnaire par district; en créer un second sera donc violer cette loi.

(PARIS). Un instituteur n'est pas un missionnaire; il n'y a pas là matière à discussion. Seulement je trouve que l'instruction publique fonctionne suffisamment bien telle qu'elle est, et qu'il n'y a pas lieu d'adopter la nouvelle organisation contenue dans le projet de loi qui vient d'être déposé au conseil des ministres.

PIAPA. Les tohitus ont de l'argent du Gouvernement pour leur; les chefs, les juges, les milits et les missionnaires en ont également, pourquoi les instituteurs n'en auraient-ils pas aussi? La France est assez riche!

